

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 20/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAARSTAHL RAIL**

164 rue du Maréchal Foch  
57700 Hayange

Références : HAYANGE\_SAARSTAHL-RAIL\_2025-10-07\_RAPVI-secheresse\_LV\_02060  
Code AIOT : 0006201358

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SAARSTAHL RAIL implanté 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 23 septembre 2025 s'inscrit dans le cadre d'une action de prévention sur la thématique sécheresse, et a porté plus particulièrement sur :

- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de

l'environnement soumises à autorisation,

- l'arrêté préfectoral sécheresse n°2011-DLP/BUPE-287 du 28 juillet 2011, applicables à l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAARSTAHL RAIL
- 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Saarstahl Rail est spécialisé dans la fabrication de rails. Cette activité est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Suivi des prélèvements et rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (partiel) ; Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
5	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel) et 2-II (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
8	Améliorations / investissements liés à la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 (partiel)	Sans objet
2	Applicabilité	Arrêté Ministériel du 30/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023	article 1-I	
3	Dispositifs de mesure totaliseur	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.1.1	Sans objet
6	Déclenchement du seuil de vigilance sécheresse - AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 (partiel)	Sans objet
7	Déclenchement du seuil de vigilance sécheresse - AP	Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 23 septembre 2025 :

- que certains prélèvements d'eau journaliers sont susceptibles de dépasser 100 m3 et nécessitent une fréquence de suivi journalière (cf. point de contrôle n°4) ;
- des erreurs dans la méthodologie de calcul du volume de référence pour l'année 2025 (cf. point de contrôle n°5) ;
- que la liste des investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ne contient pas les volumes économisés correspondants (cf. point de contrôle n°8).

Les non-conformités constatées font l'objet de demandes d'actions correctives à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ;

-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;  
-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection plusieurs plans des réseaux d'eau de l'installation datés décrivant le cheminement des réseaux suivants :

- eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- distribution de l'eau potable ;
- eaux sanitaires ;
- eaux filtrées (en circuit fermé (pas de rejet), destinées au refroidissement des cages, bacs et fours) ;
- eaux épurées (en circuit fermé (pas de rejet), destinées au refroidissement des machines (compresseurs, pompes)).

Les plans présentés contiennent les 7 points de branchement de la distribution de l'eau sur le site provenant du réseau d'adduction public communal de Hayange.

Les eaux sanitaires sont recueillies par des fosses septiques puis pompées et évacuées dans un centre de traitement autorisé (pas de rejet).

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées (filtration) et récupérées dans un bassin de réserve de 1500 m<sup>3</sup> pour réutilisation dans le réseau d'eau filtrée.

En cas de trop plein dans le bassin de réserve, un point de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel (Fensch) est présent sur site et représenté sur les différents plans présentés.

Les secteurs collectés, disconnecteurs, ouvrages d'épuration interne (2 stations de recyclage de l'eau sur site) et postes de mesure sont identifiés.

Les compteurs liés à la distribution de l'eau d'alimentation sur le site, ainsi qu'aux rejets des effluents (eaux pluviales) sont représentés sur le plan.

L'inspection a constaté par sondage lors de la visite de terrain que les points de branchement de la distribution de l'eau d'alimentation, ouvrages d'épuration interne et points de rejet sont cohérents au regard des plans présentés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Applicabilité

**Prescription contrôlée :**

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

**Constats :**

L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié, à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Les activités de l'exploitation relèvent notamment de la rubrique 3230-a - transformation des métaux ferreux - de la nomenclature ICPE, sous le régime de l'autorisation.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un fichier de suivi des volumes d'eau prélevés de 2018 à 2024 sur le réseau communal d'Hayange :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Volumes d'eau prélevés (m3)	133 784	181 701	186 866	209 223	133 152	101 138	113 186

En 2024, 113 186 m<sup>3</sup> d'eau ont été prélevés sur le réseau communal de Hayange.

Ainsi, la société Saerstahl est soumise à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Dispositifs de mesure totaliseur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur – relevé des débits prélevés

**Prescription contrôlée :**

"L'alimentation en eau potable du site est assurée par le réseau public et équipé de dispositifs de mesure totalisateurs permettant de connaître la consommation d'eau potable. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé".

**Constats :**

L'inspection a constaté que le réseau d'alimentation provenant du réseau communal d'Hayange est équipé de dispositifs de mesure totalisateurs sur chacune des sept conduites d'alimentation en eau potable du site.

L'exploitant a présenté à l'inspection son registre de suivi des prélèvements d'eau indiqués à fréquence hebdomadaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Suivi des prélèvements et rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (partiel) ; Arrêté Ministériel du 2 février 1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur – relevé des débits prélevés

**Prescription contrôlée :**

Article 4 (partiel) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement :

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; [...]

III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° [...] au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1<sup>er</sup>.  
[...]

Article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

"Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées".

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- la liste des milieux de prélèvement : réseau communal d'alimentation en eau potable ;
- la liste des milieux de rejets :
  - pas de rejet des eaux de process et des eaux sanitaires ;
  - rejet des eaux pluviales traitées (en cas de trop plein dans le bassin de réserve) dans la Fensch (code masse d'eau FRCR398).

L'inspection a de plus constaté :

- que le réseau d'alimentation est équipé de dispositifs de mesure totaliseur sur chacune des sept conduites d'alimentation en eau potable du site ;
- qu'un dispositif de mesure totaliseur est présent dans l'installation avant rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel.

L'exploitant a présenté à l'inspection son registre de suivi des prélèvements d'eau et des volumes rejetés.

L'inspection note :

- que les volumes d'eau prélevés sont indiqués à fréquence hebdomadaire. Certains prélèvements journaliers sont susceptibles de dépasser 100 m<sup>3</sup>. L'exploitant doit modifier la fréquence de suivi des volumes prélevés sur les compteurs qui le nécessitent ;
- que les volumes d'eau rejetés sont indiqués à fréquence mensuelle. Vu les volumes d'eaux pluviales rejetées (inférieurs à 100 m<sup>3</sup>/j), la fréquence de suivi des volumes d'eau rejetés

est correcte. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces volumes d'eau sont réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois à l'inspection un registre de suivi des volumes d'eau prélevés actualisé, tenant compte de la fréquence journalière de mesure et de suivi du débit journalier prélevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Volume de référence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel) et 2-II (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, volume de référence – calcul
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 2- II (partiel)</u> Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. [...]
<u>Article 4-I (partiel)</u> L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ; [...]
<b>Constats :</b>  L'installation fait partie de la zone d'alerte sécheresse "Moselle aval, Orne, Nied et Seille". Cette zone n'a pas fait l'objet en 2024 d'une période de sécheresse.  En 2024, l'exploitant a prélevé 113 186 m <sup>3</sup> d'eau, tous usages confondus.  L'exploitant a transmis par courriel du 29 septembre 2025 à l'inspection un fichier de calcul du volume de référence pour l'année 2025, basé sur les prélèvements de 2024. L'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>• que l'installation a fonctionné 271 jours en 2024 (jours normaux d'activité, correspondant</li> </ul>



aux jours de 2024 hors période de sécheresse, hors période d'aléas (dysfonctionnements techniques, remplacement d'un équipement impactant l'activité, accident, ...) et hors jours de fermeture de l'établissement) ;

- avoir considéré la valeur forfaitaire de 5 % prévue par l'arrêté ministériel pour les usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement dans le calcul du volume de référence.

L'inspection constate :

- que la méthode de calcul du volume de référence n'est pas conforme à la prescription :
  - absence de comparaison entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente ;
  - valeurs de volumes de référence différentes pour deux mois d'un même trimestre ;
- qu'aucun prélèvement d'eau n'est indiqué pour le mois de décembre 2024 alors que l'établissement a fonctionné 16 jours en décembre 2024.

D'après les données transmises par l'exploitant (consommations mensuelles et nombre de jours normaux d'activités), l'inspection considère que le volume de référence de l'exploitant en 2025 est :

- de 418 m<sup>3</sup> (soit la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année 2024) pour les premier, second et dernier trimestre de 2025 ;
- de 540 m<sup>3</sup> (soit la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le troisième trimestre civil de l'année 2024) pour le troisième trimestre de 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous 1 mois :

- vérifier le volume total prélevé par l'installation au mois de décembre 2024 ;
- transmettre à l'inspection un tableur révisé permettant de justifier le calcul du volume de référence pour l'année 2025 (calculé sur les volumes prélevés en 2024).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Déclenchement du seuil de vigilance sécheresse - AM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vigilance

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;

[...]

**Constats :**

Le 24 juin 2025, le préfet de la Moselle a placé l'ensemble du département en vigilance sécheresse, incluant de fait la zone d'alerte "Moselle aval, Orne, Nied et Seille" dont fait partie l'exploitant.

Lors de la visite d'inspection du 23 septembre 2025, l'inspection a constaté l'affichage, sur des écrans dynamiques dans des lieux de passage du personnel (bâtiment administratif et à proximité des salles de pause), de l'information d'une alerte sécheresse.

L'inspection note :

- que le niveau de sécheresse est erroné (période de vigilance sécheresse depuis le 24 juin 2025, contre alerte sécheresse affichée) ;
- que l'affichage est dépourvu de règles de bonnes pratiques et de bon usage aux économies d'eau.

Par courriel du 29 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une photographie de l'affichage dynamique modifié, comprenant l'ensemble des éléments attendus en cas de vigilance sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Déclenchement du seuil de vigilance sécheresse - AP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vigilance

**Prescription contrôlée :**

Lors du dépassement du seuil de vigilance, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;
- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- Interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;
- Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;
- Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;
- Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;
- Interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéro-réfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du Préfet ;
- Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température de rejet.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité et des règles sanitaires.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 23 septembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection :

- la procédure mise en place permettant de sensibiliser le personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau, et aux risques liés à la manipulation de produits toxiques ;
- un registre de suivi journalier de la température de rejet des eaux pluviales, depuis le déclenchement de la période de vigilance sécheresse.

L'inspection note que l'ensemble des 8 tours aéroréfrigérantes du site fonctionne en circuit fermé.

L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'inspection respecter les interdictions de lavage des véhicules et des abords des installations, ne pas avoir réalisé d'opérations de maintenance utilisatrice de la ressource en eau et ne pas avoir réalisé d'exercice incendie utilisateur d'un gros volume d'eau depuis le déclenchement de la période de vigilance sécheresse.

L'inspection n'a pas constaté, lors de la visite terrain, d'opérations en cours consommatrices d'eau non autorisées en période de vigilance sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Améliorations / investissements liés à la gestion de l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Evolutions – améliorations – investissements – gestion de l'eau

##### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

[...]

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

[...]

III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux [...] 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er.

[...]

##### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des investissements réalisés et les justificatifs associés permettant de démontrer une réduction des volumes d'eau prélevés depuis le 1er janvier 2018 :

- En 2022, mise en place d'un programme de réparation de conduites sur 5 années, pour un investissement de 100 000 euros par an. Cette action a été mise en oeuvre suite à l'augmentation très importante, en 2021 de la consommation d'eau du site (133 784 m3 en 2018, contre 209 223 m3 en 2021 ; 113 186 m3 en 2024). L'exploitant précise qu'une estimation des volumes économisés depuis la mise en place du programme de réparation des conduites d'eau est difficilement réalisable ;
- En décembre 2025, remplacement d'une tour aéroréfrigérante vieillissante, consommatrice d'eau. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir un compteur d'eau dédié sur cette installation et être capable de calculer le volume d'eau économisé suite à la mise en place de la nouvelle tour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'estimer sous 2 mois le volume d'eau annuel économisé pour le remplacement de la tour aéroréfrigérante fin 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois